

> L'illusion du tout-sécuritaire

Le 14 juillet dernier un terrible attentat a donc eu lieu à Nice, ville qui, avec ses centaines de policiers municipaux et ses milliers de caméras, passait pour être la mieux sécurisée de France. En 2015, Estrosi alors maire de Nice s'en vantait déclarant à propos des attentats parisiens de janvier que « si Paris avait été équipé du même réseau que le nôtre les frères Kouachi n'auraient pas passé 3 carrefours sans être neutralisés et interpellés ». Pourtant, le camion de 19 tonnes qui a tué 86 personnes et blessé 436 autres sur la promenade des anglais le 14 juillet a pu circuler dans le centre ville de Nice, interdit aux véhicules de plus de 3,5 tonnes, les 3 jours précédant l'attentat afin de repérer les lieux ; il a pu stationner à proximité de la promenade le jour même et a franchi le premier barrage policier et circulé encore sur 230 mètres au delà du dernier.

Quelle conclusion tirer de cela ? Que le tout sécuritaire n'est pas la solution pour empêcher les attentats menés par Daech et consorts ? Que le terroriste vivait dans le quartier « Bateco », l'un des plus pauvres de Nice, dans lequel on constate depuis des années un affaïssement des services publics et de la politique sociale et éducative, ce qui ne peut certes légitimer la folie meurtrière mais peut expliquer en partie son origine ? Qu'une ville dans laquelle les identitaires et autres néo-fascistes labourent le terrain avec leurs idées racistes et anti-arabes tolère depuis des années que des soupes au cochon à destination des SDF sont régulièrement distribuées par ces nazillons dans la quasi indifférence générale, et qu'un climat de haine soit ainsi entretenu ? Non, pour les politicards de Nice et du gouvernement, cet attentat monstrueux n'aura pas été l'occasion de regarder en face ces signaux d'alarme, mais uniquement de se vautrer dans de glauques polémiques : les premiers accusant, par la bouche de la responsable de la vidéo surveillance niçoise, le ministre de l'intérieur de ne pas avoir dépêché sur place suffisamment de policiers nationaux et de vouloir le cacher, les seconds évoquant les failles du système de sécurité niçois (décision de ne pas placer de blocs de bétons aux entrées de la promenades, absence d'Estrosi désormais adjoint au maire et responsable de la sécurité aux réunions préparatoires de l'événement du 14 juillet...). Ce qui finalement a mis tout ce petit monde d'accord c'est le retour au discours et aux mesures sécuritaires et stigmatisantes : prolongement de l'état d'urgence, annulation ou ultra sécurisation des festivals (ce qui a valu aux spectateurs d'Aurillac de se faire copieusement gazer et malmener), arrêtés anti-burkinis etc. On est mal barrés.



- 12 sept : TGI de **Bar-le-Duc**, 14h45
RDV de solidarité pour le procès du hibou dans la lutte contre le projet de poubelle nucléaire à Bure, infos : <http://vmc.camp/>

- 20 sept : **Marseille**, 14 h, procès des "4 du 28 avril" (SNCF).

- 20 sept : **Lille**, procès de manifestants anti-loi Travail.

- 21 sept : 9 h au TGI de **Paris**, Alexis poursuivi pour outrage à la parole, geste et menace portant atteinte à l'ordre public suite à la nasse du 5 juillet à Assemblée nationale.

- 21 sept : **Paris**, 19 h, réunion pour l'Observatoire national des violences policières au CICP.

- 22 sept : TGI de **Paris** 24 et 29^e chambres, 9 h, ouverture du procès des 5 manifestants arrêtés le 5 juillet devant l'Assemblée nationale.

- 24 sept : manifestation contre la répression policière, **Paris**

- 27 sept : **Amiens**, procès de 5 militant.e.s anti-loi Travail.

- 27-28 sept : TGI de **Bobigny**, rassemblement à 9h, procès des 16 salariés d'Air France.

- 3 oct : TGI de **Paris** 13 h 30, procès en appel des 4 (3 personnes solidaires et 1 migrant-traducteur) suite aux plaintes Emmaüs parce qu'elles s'étaient rendues dans un centre à l'appel de migrants en grève de la faim à l'été 2015.

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°155 - Septembre 2016

Recevoir ce bulletin par Internet : contact@resistons.lautre.net. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Dans les égouts de la République

Le dernier numéro (n° 154) dénonçait par anticipation la campagne « raciste, islamophobe liberticide et guerrière » qui ne manquerait d'être lancée suite aux attentats.

Et en effet, la « gauche » comme la droite ont déversé leurs excréments et se sont acharnés sur les quelques femmes qui ont osé porter un maillot de bain « pas républicain ». Valls oppose les « seins nus de Marianne » aux « burkinis » ; le « Monsieur Islam » de Hollande, Chevènement, ne trouve personne de nationalité française à Saint Denis, les français « basanés » ne l'étant pas pour lui ; pour l'imposteur qui se réclame de la « France insoumise », Mélenchon, elles sont les instruments d'une « provocation » ! Malgré la décision du Conseil d'État, le « burkini » reste interdit dans plusieurs communes, des femmes même simplement voilées sont contrôlées, humiliées, menacées. Les réactions sont rares. Seules la LDH et la LICRA ont porté plainte sans dénoncer l'islamophobie, au nom des seuls droits de l'homme. Le NPA a organisé une manif à Port-Leucate, des Bretons solidaires se sont baignés tout habillés... Ça les honore mais c'est si peu face au déchaînement raciste et islamophobe dont l'affaire, montée de toute pièce, du « burkini » est le signal et qui n'en est, pas d'illusion, qu'à son

début : les élections c'est dans huit mois et d'ici là tout est possible, provocations, agressions, violences jusqu'aux pogroms.

À l'étranger les condamnations de ce qui se passe en France prennent le point de vue libéral anglo-saxon. Mais il faut ouvrir les yeux, le fait qu'en Grande Bretagne et aux USA la burqa soit autorisée ne change rien au problème de fond : aux USA, être pauvre et Noir suffit toujours pour être abattu, étouffé sur le trottoir.

Ici et là, sous des formes diverses, islamophobie, racisme anti-noir et anti-arabe sont les alliés d'une oppression qui va de pair avec l'opposition entre riches et pauvres. Si l'antiracisme, même le plus radical, ne s'accompagne pas d'une lutte anti-capitaliste, alors c'est un couteau sans manche. Demander au système néo-libéral de s'améliorer, de ne plus être raciste c'est considérer que le milliardaire saoudien et le chômeur indigène d'un quartier populaire seraient dans le même camp, alors que le SDF blanc qui couche sur le trottoir ferait partie du camp ennemi, oppresseur car il est blanc. Absurdité, bien sûr.

Cet été Adama Traoré est mort étouffé par trois gendarmes assis sur lui. Sa mort nous ramène à la réalité du système. Justice et vérité pour Adama ! Ne pas laisser déborder les égouts.

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

La chasse anti-rroms continue

À Montreuil, le 28 juillet au petit matin et sans que personne n'en ait été prévenu, les flics interviennent boulevard de la Boissière sur ordre de la préfecture mais avec la complicité avérée de la mairie pour expulser et démanteler un campement où vivaient de nombreuses personnes rroms dont 19 enfants. Une grue se charge ensuite de détruire toutes les habitations. Depuis, ces personnes vivent dans la rue, sans cesse harcelées par la police, elles tentent de maintenir l'occupation de la place de la mairie. Pour les soutenir, RV quotidien sur la place devant la mairie de Montreuil à 18H, pour rejoindre le comité de soutien : rom.reussite@gmail.com

Quel espoir pour les réfugiés ?

Le 2 juin 2015, l'évacuation de l'immense campement de migrants de La Chapelle donnait naissance à une mobilisation et ouvrait le débat sur l'accueil du aux migrants. Plus d'un an et 26 évacuations plus tard, la situation est désespérante : la répression des migrants s'est considérablement durcie au quotidien (vols et destructions de tentes et de couvertures, humiliations, violences, GAV, placements en CRA...) et lors des évacuations, l'accès aux démarches de demandes d'asile est rendu quasi impossible du fait de la saturation des services administratifs concernés et de la vulnérabilité accrue des personnes, la criminalisation des militants continue du fait de la pérennisation de l'état d'urgence. Surtout, les militants comme les migrants eux mêmes constatent que la solidarité se cantonne de plus en plus à une aide matérielle plus ou moins importante selon les quartiers et ne prend que très rarement un sens politique. Or, en l'absence d'une lutte et d'une organisation collective massive et vivante, on ne peut espérer trouver d'issue. C'est ce qu'a permis également de rappeler à notre souvenir la manifestation commémorative du 27 août pour les 20 ans de l'occupation de l'Eglise Saint Bernard par des sans papiers qui avait permis la construction d'un mouvement de solidarité sans précédent et contraint l'État à régulariser des milliers de personnes.

Justice pour Adama !

Adama Traoré, jeune homme de 24 ans, est mort mardi 19 juillet, quelques heures après son interpellation par les gendarmes : il avait tenté d'échapper à un contrôle n'ayant pas ses papiers sur lui. Immédiatement a commencé l'obsène mais hélas habituelle succession de mensonges et de manipulations, émanant des autorités et relayée par les médias : discrédit jeté sur les victimes, destruction de preuves, retardement des procédures, annonces mensongères sur les expertises médicales...

Finalement, on finira par comprendre la vérité : Adama n'est mort ni d'une malencontreuse « crise cardiaque » ni d'une « grave infection » qui se serait déclarée le jour même de son interpellation, il est mort comme sont morts Lamine Dieng, Hakim Ajimi, Ali Ziri, Amadou Koumé, et d'autres encore, asphyxiés par des techniques d'immobilisation (plaquage ventral avec appui dorsal, pliage ou clé d'étranglement) revendiquées comme relevant d'un « usage proportionné de la force » ! En effet de l'aveu des gendarmes : Adama « a reçu sur lui le poids de (leurs) trois corps ».

Le chagrin et la colère ont poussé plus de 2000 personnes, à manifester lors de la Marche Blanche du 22 juillet et pendant cinq nuits de nombreux jeunes gens dans la rue à s'affronter avec la police dans les villes du nord du Val d'Oise.

Après le refus d'une troisième autopsie, une marche pour la Vérité a été organisée à l'appel de la famille Traoré, le 30 juillet à Paris : plus de 600 personnes étaient présentes à la Gare du Nord, mais peu après son départ, la manifestation pourtant déclarée, a été bloquée par les CRS, « nassée », sous couvert d'état d'urgence. Le combat continue, pas de justice, pas de paix !

Gardé-à-vue après avoir été électrocuté

Le 20 avril Ali 16 ans fuit la police, il était le passager d'un véhicule non assuré qui a brûlé un feu rouge. « J'ai déjà fait cinq gardes à vue pour rien, et je connais la police, alors j'ai couru ». Repéré dans le métro, un flic le braque avec son pistolet, le jeune homme s'enfonce dans le tunnel, perd l'équilibre et s'électrocute. Récupéré par les force de l'ordre il est brutalisé lors de son trajet au poste. « J'ai pris des claques et des coups de pied. Ils m'ont tiré les cheveux aussi. Ils n'arrêtaient pas de me poser des questions, mais je ne comprenais rien, j'étais dans le cirage et j'avais du mal à marcher. Un des policiers croyait que je faisais semblant. Il m'a fait une balayette dans les escaliers, et je suis tombé sur plusieurs marches. Ils m'avaient déjà menotté je crois. » Au commissariat il faudra l'intervention des pompiers pour que l'adolescent soit conduit aux urgences. Il passera 48h en soins intensifs. Ali a depuis saisi le parquet, à noter qu'il a déjà déposé plainte, comme 17 autres jeunes (majeurs et mineurs), en décembre 2015 pour des faits très graves attribués à un groupe de policiers du XII^e arrondissement de Paris, les "tigres" [voir RE 148].

La video, outil de lutte

Face aux violences policières, les manifestations contre la loi travail ont montré l'utilité de la vidéo. Parole contre parole, quoi qu'en dise la loi, celle du flic aura toujours le dessus, et la vidéo est un des rares moyen d'enrayer l'accusation et de mettre à nu le système. « Filme un flic, sauve des vies ! », pouvait-on lire sur un tag parisien. Mais attention l'expérience des récents procès nous a montré qu'il suffit d'un rien pour construire un dossier d'accusation, et les vidéos saisies peuvent en être la matière première. La coordination contre la répression et les violences policières appelle à la vigilance. « Aujourd'hui, le floutage ne suffit plus. La police se fonde sur une silhouette ou des détails vestimentaires repérés sur les vidéos pour nous interpeller. Nous devons adapter collectivement nos pratiques de prises d'images et de diffusion (photo ou vidéo) pour pouvoir faire face à cette répression. » <https://paris-luttes.info/appel-a-propos-des-photos-et-6522>

Comment meurt-on d'une fracture du crâne dans un commissariat ?

À Toulouse, le dimanche 7 août la police municipale interpelle un homme de soixante ans qu'elle décrit comme alcoolisé. Au commissariat un médecin le voit et ne remarque rien de particulier. Vers 2h30 le policier de permanence, venu le réveiller pour voir s'il avait dessaoulé, le retrouve mort.

Une fracture du crâne a causé une hémorragie qui lui a été fatale. Si le crâne brisé peut s'expliquer par une chute, que dire des quatre côtes fracturées constatées lors de l'autopsie ? Pas sûr que la police ne se prononce un jour, l'affaire semble se diriger tout droit dans les casiers de l'oubli...

Sous-traitance des violences policières

Dans la lutte contre le projet de poubelle nucléaire à Bure (frontière Lorraine-Champagne-Ardenne), lors de la mobilisation du 16, 17 juillet les militants présents ont pu goûter à une nouvelle méthode de répression : les forces de l'ordre ont travaillé de concert avec une milice privée très bien équipée, boucliers en plexi, casques, lacrymos, matraques et menottes...

À plusieurs reprises, les manifestants, pris sous une pluie de lacrymos, ont été attaqués sur le flanc par cette milice frappant aveuglément tous ceux qui passaient à sa portée. Les personnes attrapées ont été exfiltrées puis maintenues au sol, rouées de coups et aspergées de gel lacrymogène à bout portant en plein visage.

Plus de détail ici : <http://www.sortirdunucleaire.org/CIGEO-Bure-Dans-le-Bois-Lejuc-l-Andra-a-employe>

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...